

Davos ordonne à Firefox, Chrome et Safari de commencer à bloquer les sites web figurant sur une liste noire

écrit par Jules Ferry | 21 août 2023





Davos ordonne à Firefox, Chrome et Safari de commencer à bloquer les sites web figurant sur une liste noire

Macron s'exécute...

Avez-vous entendu parler de la censure qui arrive sur Internet ?

Les assassins voudraient que cela soit les navigateurs qui censurent directement.

Même un VPN ne servira à rien ...

Le Forum économique mondial de Davos a demandé aux principaux navigateurs web de commencer à bloquer les sites web jugés "indésirables" par les élites mondialistes.



La France, pays contrôlé par Davos, est la première nation à préparer un projet de Loi à l'intention des sociétés de navigateurs web afin de bloquer tous les sites web figurant sur une liste noire établie par le régime Macron.

Qualifiant ce plan de *“bien intentionné mais dangereux”*, Mozilla prévient que le jeune leader mondial Emmanuel Macron va de l'avant avec des plans visant à forcer les navigateurs web comme Firefox *“à créer une capacité technique dystopique”* permettant à l'élite mondialiste de réguler ce que les gens voient en ligne.

“L'article 6 (paragraphes II et III) du projet de loi SREN obligerait les fournisseurs de navigateurs à créer les moyens de bloquer obligatoirement les

sites Web figurant sur une liste fournie par le gouvernement”, prévient Mozilla.

“Un monde dans lequel les navigateurs peuvent être forcés d’incorporer une liste de sites Web interdits au niveau logiciel qui ne s’ouvrent tout simplement pas, que ce soit dans une région ou à l’échelle mondiale, est une perspective inquiétante qui soulève de sérieuses préoccupations en matière de liberté d’expression. Si cette loi est adoptée, le précédent qu’elle créerait rendrait beaucoup plus difficile pour les navigateurs de rejeter de telles demandes de la part d’autres gouvernements”.

[Naturalnews.com](https://www.naturalnews.com) rapporte : Étant donné que l’État profond a du mal à contenir la propagation de la “désinformation” en ligne par l’intermédiaire des fournisseurs de contenu et des éditeurs (c’est-à-dire Facebook, Google et Twitter), il change apparemment de tactique pour s’en prendre aux navigateurs eux-mêmes.

On nous dit que **le gouvernement transmettrait une liste noire de sites web aux créateurs de navigateurs web** tels que Mozilla et les forcerait à coder un blocage qui empêcherait les internautes d’accéder à certains sites web.

“Si la loi imposait l’intégration dans tous les navigateurs d’une fonction permettant de bloquer tout site figurant sur une liste noire gouvernementale, les gouvernements répressifs disposeraient d’un outil extrêmement puissant”, rapporte [Tech Dirt](https://www.techdirt.com).

“Il n’y aurait aucun moyen de contourner cette censure, à moins de pirater le code du navigateur. C’est peut-être une option pour les codeurs de logiciels libres, mais certainement pas pour la grande majorité des utilisateurs ordinaires”.

Si cette proposition de loi devait être adoptée, elle

supprimerait ce que Mozilla décrit comme “des décennies de normes de modération de contenu établies”, permettant ainsi aux gouvernements autoritaires de “nier facilement l’existence d’outils de contournement de la censure”.

Sources :

Pétition de Mozilla Firefox

Blog de Mozilla (en anglais)

[Walled Culture](#)